

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

OBJET :

**Acquisition de deux compresseurs d'hélium à haute pression pour le Service des
Basses Températures de Sorbonne Université**

ACHETEUR

Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

**Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués
prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université, PLACE.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1- ALLOTISSEMENT	4
1.2- VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE	4
1.3- PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	4
1.4- LANGUE DE REDACTION	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	5
3.1 – TECHNIQUE D'ACHAT / FORME DU MARCHÉ.....	5
3.2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	5
ARTICLE 5 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	5
5.1 – CONTEXTE.....	5
5.2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES ATTENDUES	6
5.2.1- EXIGENCES DE PERFORMANCE	6
5.2.1- INTEGRATION AU CIRCUIT EXISTANT DE COLLECTE ET DE RELIQUEFACTION – IMPLANTATION DES EQUIPEMENTS	6
5.2.1- QUALITE DE GAZ POSTE COMPRESSION	7
5.2.1- NIVEAU DE NUISANCE SONORE ET VIBRATOIRE	8
5.2.1- AUTOMATISATION/CONTROLE COMPATIBLE AVEC LE SYSTEME DE SUPERVISION ACTUEL.....	8
5.2.1- PERFORMANCE ENERGETIQUE	8
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1 – LIVRAISON	8
6.2 – TRANSPORT ET EMBALLAGE.....	9
6.3 – OPERATIONS DE VERIFICATION.....	9
6.4 – CONDITIONS D'ADMISSION APRES VERIFICATION.....	9
ARTICLE 7 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	9
ARTICLE 8 – CONDITIONS DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 9 – PRIX.....	10
9.1 – CONTENU DES PRIX :	10
9.2 – VARIATION DES PRIX.....	10
9.3 – TVA.....	10
ARTICLE 10 –AVANCE ET ACOMPTES.....	10
10.1 – AVANCE.....	10
10.2 – ACOMPTES.....	10
ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT.....	10
11.1 – PRESENTATION DES FACTURES ELECTRONIQUES.....	11
11.2 – DELAIS DE PAIEMENT	12
11-3- INTERETS MORATOIRES	12
ARTICLE 12 – PENALITES	12
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 15 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT	14
ARTICLE 16 – RESILIATION.....	14

ARTICLE 17 – DIFFERENDS - LITIGES	14
ARTICLE 18 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 19 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE	15
ARTICLE 20 – NORMES, LICENCES ET BREVETS	15
ARTICLE 21 – LOGO DE L’ACHETEUR	15
ARTICLE 22 – CESSION, NANTISSEMENT.....	15
ARTICLE 23 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	15
ARTICLE 24 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations désignées ci-dessous pour les deux compresseurs :

- L'achat
- La livraison
- L'installation
- La mise en service
- La garantie.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCP.

1.1- Allotissement

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

1.2– Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

1.3– Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché comprend la Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) facultative suivante :

- **PSE1** : La formation à l'utilisation et la formations aux opérations de maintenance préventive et curative de premier niveau pour deux personnes.

Les candidats ne sont pas tenus d'y répondre. Celles-ci ne seront pas prises en compte dans l'analyse des offres.

Avant la signature du marché, l'acheteur informera l'attributaire de son intention de retenir ou non la PSE.

1.4- Langue de rédaction

Les documents qui composent l'offre peuvent être rédigés en français ou en anglais.

Si le titulaire rédige les documents de son offre en anglais, il doit les accompagner d'une traduction en français conforme à l'original.

Les documents de l'offre rédigés en français prévaudront sur ceux rédigés en anglais.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes, l'annexe n°1 « financière » et l'annexe n°2 « délai de livraison »;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG/FCS 2021, issu de l'**arrêté du 30 mars 2021** portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux

marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1^{er} avril 2021. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier ;

- L'offre technique du titulaire

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG/FCS. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

3.1 – Technique d'achat / forme du marché

La consultation est passée par une procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123-4, R2162-2, R2162-4, R2124-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la Commande Publique.

Les prestations donnent lieu à un marché simple, rémunéré à prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

3.2 – Durée et reconduction du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire. Il prend fin à l'expiration du délai de garantie.

La durée d'exécution du marché comprend le délai de livraison, le délai d'admission de la marchandise et une période de garantie contractuelle de 12 mois.

ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

5.1 – Contexte

Le Service des Basses Températures (SBT) de la Faculté des Sciences de Sorbonne Université assure, en fonctionnement continu (24h/24, 7j/7), la fourniture de fluides cryogéniques (azote et hélium liquides) à l'ensemble du campus ainsi qu'à plusieurs laboratoires partenaires (Paris-Saclay, Paris-Cité, ESPCI, Lille, Nancy...).

Dans ce cadre, le service récupère et recycle en permanence de l'hélium gazeux – ressource rare et coûteuse – en le stockant sous haute pression (200 bars) avant de procéder à sa reliquéfaction. Le parc actuel comprend trois compresseurs d'hélium gazeux refroidis à l'eau, pour une capacité de compression totale de 50 m³/h à 200 bars.

Le système actuel présente plusieurs contraintes :

- Coût élevé de maintenance des compresseurs existants
- Dépendance forte au refroidissement par eau, dont la disponibilité est limitée
- Niveau de vibrations excessif, nuisant aux équipements de recherche dans son environnement.

Le présent marché a pour objet le remplacement du parc actuel de compresseurs d'hélium gazeux par des équipements :

- Plus fiables et économes en maintenance

- Moins dépendants du refroidissement par eau
- Présentant des niveaux vibratoires réduits
- Garantissant une capacité de compression équivalente ou supérieure à l'existant (50m³/h ; 200 Bars).

Le budget prévisionnel alloué au marché est estimé à 130 000 € HT.

5.2 – Spécifications techniques attendues

5.2.1– Exigences de performance

L'équipement devra assurer une capacité de compression d'hélium gazeux minimale de 300 bars, avec une plage de fonctionnement réglable par asservissement comprise entre 150 bars et 300 bars.

Le débit total attendu devra être supérieur ou égal à 50 Nm³/h d'hélium gazeux. Cette capacité devra obligatoirement être obtenue par l'association de deux compresseurs de modèle identique. Cette exigence vise à garantir la continuité de service en cas d'opération de maintenance et/ou de défaillance de l'un des compresseurs, ainsi qu'à optimiser la gestion et la maîtrise des pièces de rechange.

5.2.1– Intégration au circuit existant de collecte et de reliquéfaction – Implantation des équipements

L'ensemble des travaux nécessaires pour accueillir les équipements, notamment les raccordements électriques ainsi que les raccordements aux réseaux de haute et de basse pression seront à la charge de Sorbonne Université.

Les équipements faisant l'objet du présent marché devront être installés dans la salle compresseur (12-23 SB20) du service des basses températures, située au Patio 12-23, 7 Quai Saint-Bernard, 75005 Paris, un plan de la salle est ci-dessous (Figure 1). Cette salle constitue le seul espace disponible pour l'implantation des équipements.

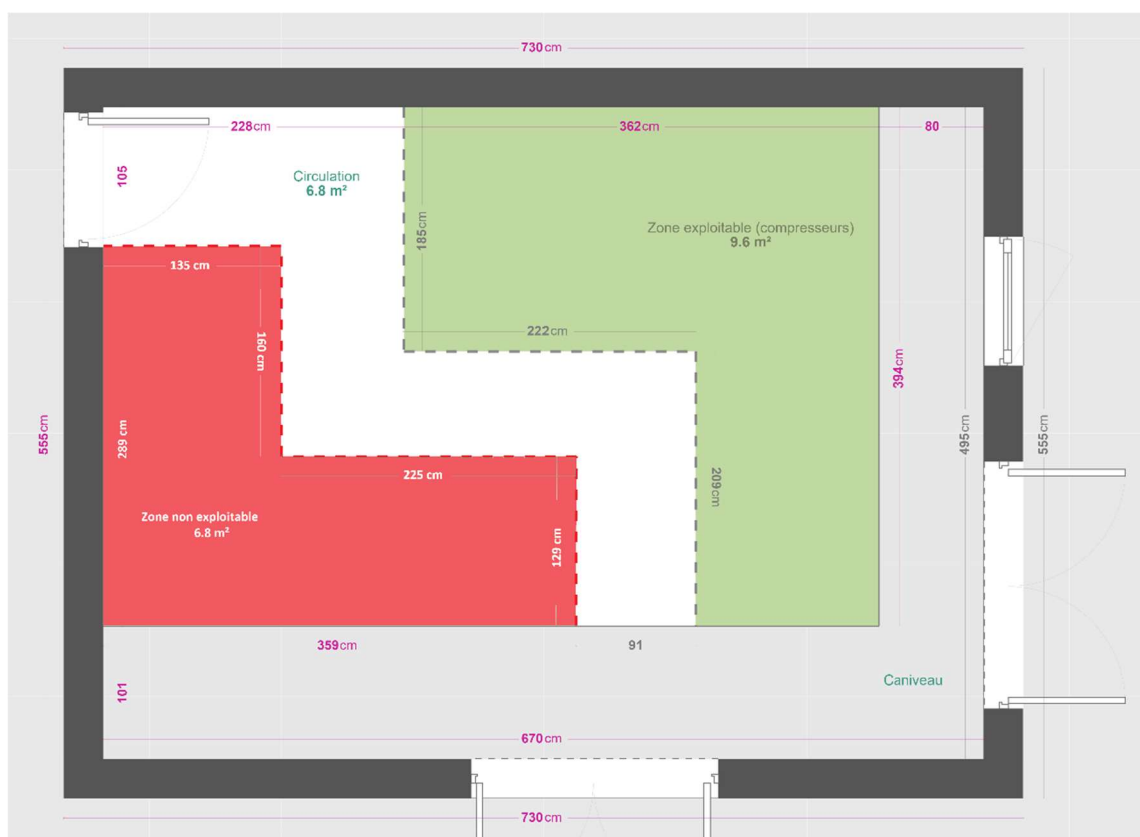


Figure 1 Plan de la salle compresseur (12-23 SB20)

Elle accueille déjà une partie des installations du cycle du liquéfacteur (compresseur du liquéfacteur, déshuileur, analyseur de gaz, compresseur d'air comprimé). Ces équipements sont implantés de manière définitive et ne peuvent être déplacés. Par conséquent, la zone représentée en rouge sur la figure 1 est réservée exclusivement aux équipements existants et doit être considérée comme non exploitable.

La zone restante, identifiée en vert, peut, quant à elle, être intégralement libérée pour l'installation des équipements faisant l'objet du présent marché.

Il est exigé que les candidats présentent, dans leur offre, une proposition d'implantation des équipements concernés. Cette proposition devra impérativement garantir leur accessibilité pour les opérations d'exploitation, d'entretien courant et de maintenance préventive.

En ce qui concerne le refroidissement, les équipements objet du présent marché ne doivent pas provoquer de surchauffe dans la salle des compresseurs. À titre de précaution, il est recommandé de proposer un système d'évacuation de l'air chaud vers l'extérieur de la salle. Le candidat doit, en conséquence, proposer des équipements compatibles avec un tel système d'évacuation. Les travaux de réaménagement et d'installation de ce système d'évacuation restent à la charge du pouvoir adjudicateur.

5.2.1– Qualité de gaz poste compression

L'unité de filtration et/ou de séchage d'hélium devra assurer un haut niveau de pureté en sortie des compresseurs conformément aux spécifications suivantes :

- Teneur résiduelle en huile : $< 0,1 \text{ mg/Nm}^3$;
- Point de rosée sous pression : $< -20 \text{ }^\circ\text{C}$.

Afin de garantir la continuité de service et de limiter les opérations de maintenance, l'installation devra privilégier l'utilisation d'un sécheur d'hélium.

Le recours à des systèmes de filtration à cartouches remplaçables, nécessitant un rythme de remplacement fréquent et contraignant, est à proscrire car il impacte négativement la disponibilité des équipements.

Enfin, la gestion des condensats : la purge des condensats devra être automatique et dirigée vers un réservoir prévu à cet effet avec un système récupération du gaz de purge et de la régénération.

5.2.1– Niveau de nuisance sonore et vibratoire

L'installation des équipements se fera dans un environnement sensible, où un grand nombre de laboratoires de recherche haute intensité partagent la même assiette (dalle). De ce fait, une attention particulière devra être portée aux niveaux de vibrations générés par les équipements.

Il est demandé que :

- Niveau sonore : le niveau de bruit maximal admissible du compresseur est de 80 dB(A) mesuré à 1 mètre
- Les équipements proposés présentent intrinsèquement un faible niveau vibratoire
- Le soumissionnaire propose en complément un système d'atténuation de la réponse vibratoire adapté (supports anti-vibratiles, châssis découplé, ou tout dispositif équivalent).

5.2.1– Automatisation/contrôle compatible avec le système de supervision actuel

Les équipements objet du présent marché devront être intégrés au système de supervision existant du service des basses températures. Ce système, développé localement sous LabView, comprend un ensemble d'automates programmables (NI cRIO 9074) assurant le pilotage en temps réel du cycle de récupération et de liquéfaction de l'hélium. Le protocole de communication actuellement utilisé est de type ModBus TCP.

Le cycle de compression (démarrage et arrêt des compresseurs) devra être entièrement automatisé en fonction du niveau de remplissage des gazomètres.

La mise en place d'une supervision centralisée regroupant les données issues des différents capteurs des compresseurs constituera un atout.

5.2.1– Performance énergétique

La consommation électrique du compresseur devra être clairement indiquée.

La performance énergétique sera évaluée en rapportant la puissance électrique consommée (kWh) au débit volumique délivré par le compresseur.

La sobriété énergétique constitue un critère essentiel de sélection et devra être justifiée par le candidat.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Livraison

La livraison de l'équipement devra intervenir dans un délai de **9 mois** à compter de la réception de la commande par le titulaire.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG/FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Le titulaire devra informer l'acheteur à l'avance de la date de livraison.

Adresse et horaires de livraison :

SERVICE DES BASSES TEMPERATURES

Patio 12-23 Niveau SB
7, Quai Saint-Bernard
75 005 PARIS

Horaires : 9h30 à 12h00 et de 14h à 16h30 (sauf samedi, dimanche et fêtes) : une prise de rendez-vous sera nécessaire.

Personne à contacter :

M : Mohamed BEN AMARA

Mail : mohamed.ben_amara@sorbonne-universite.fr

Tel : 06 14 14 03 44

Par dérogation aux stipulations de l'article 19 du CCAG/FCS, l'établissement n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation de l'équipement, quinze jours, au moins, avant la livraison de celui-ci.

6.2 – Transport et emballage

Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport incombent au titulaire. Celui-ci reste responsable des opérations de conditionnement, de chargement, d'arrimage et de livraison.

6.3 – Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées après la livraison des fournitures dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

6.4 – Conditions d'admission après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé un délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

ARTICLE 7 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire reste seul et pleinement responsable quant au respect des lois et règlements en vigueur en matière de sécurité et environnement.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG/FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE GARANTIE

Les équipements, formant l'ensemble mentionné dans l'objet du marché, sont garantis contre tout défaut de fabrication ou vice de matière pendant la durée de la garantie. Toute panne survenant pendant cette période doit être réparée ou remplacée si nécessaire, sauf en cas d'erreur manifeste de manipulation de l'utilisateur, d'usure normale, ou pour les défauts ou dommages causés par des circonstances indépendantes de la volonté du titulaire.

La garantie couvre également les frais de déplacement du personnel du titulaire, l'emballage, le conditionnement et le transport du matériel, rendus nécessaires par une remise en état ou son remplacement.

La réparation ou le remplacement sont les seuls recours de l'acheteur pour les fournitures et services défectueux. Toute autre réclamation pour perte ou dommage est exclue.

Par application de l'article 33 du CCAG/FCS, la durée minimale de la garantie est de 12 mois à compter de la date d'admission des fournitures.

Après installation des équipements, tout défaut constaté pendant la durée de garantie, est porté à l'attention du titulaire qui s'engage à y remédier dans un délai maximal de 9 mois.

Le titulaire précisera dans le mémoire technique le contenu de la garantie. Les exclusions éventuelles de garantie devront être mentionnées clairement.

ARTICLE 9 – PRIX

9.1 – Contenu des prix :

Le présent marché est traité à prix forfaitaires exprimés en euros hors taxes (HT) sur la base de la décomposition du prix global est forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

9.2 – Variation des prix

Les prix du marché sont fermes, non actualisables et non révisables.

Les prix sont libellés en euros et resteront inchangés en cas de variation de change.

9.3 – TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 10 –AVANCE ET ACOMPTES

10.1 – Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5%, ou 30% pour les PME est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

10.2 – Acomptes

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par Sorbonne Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

11.1 – Présentation des factures électroniques

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est précisé que Sorbonne Université ne demande pas de code service.

En cas d'erreur sur la facture, l'acheteur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 13 du présent CCP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

11.2 – Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur.

Le paiement intervient après service fait. Si la demande de paiement intervient avant le service fait, c'est la date de réalisation des prestations qui fait foi.

11-3- intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoute aux intérêts moratoires.

ARTICLE 12 – PENALITES

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 5 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

12.1 – Pénalité pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

12.2 – Pénalité pour retard dans la mise en œuvre des prestations de garantie

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de 100 € par jour de retard pourra être appliquée.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut

demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents et les informations qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues dans le marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Sorbonne université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

ARTICLE 15 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université (PLACE).

Toute modification du marché fera l'objet de la passation d'un avenant.

ARTICLE 16 – RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'acheteur en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'après l'envoi par l'acheteur d'un courrier via son profil acheteur (PLACE) exposant les motifs de la plainte, à moins que dans le délai indiqué le titulaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par l'acheteur du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code de commerce.

Le présent contrat est également résilié de plein droit en cas de cession d'activité, dissolution ou liquidation amiable du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

ARTICLE 17 – DIFFERENDS - LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

Dans tous les cas, pour les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat, les parties s'efforceront de s'entendre à l'amiable.

A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 18 – ASSURANCES

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objet du marché.

Il devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution du présent marché, délivrer un certificat d'assurances au titre de la responsabilité civile.

Le Titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, de présenter une fois par an son attestation d'assurances à l'acheteur.

ARTICLE 19 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux produits ou services objets du présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché public à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 20 – NORMES, LICENCES ET BREVETS

Le titulaire devra tenir compte de toutes les normes européennes en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

ARTICLE 21 – LOGO DE L'ACHETEUR

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser le logo de l'acheteur, sauf autorisation expresse de ce dernier.

ARTICLE 22 – CESSION, NANTISSEMENT

Les créances résultant du marché peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement.

ARTICLE 23 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>.

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCP.

ARTICLE 24 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – BC 611 – 4 place Jussieu – 75252 PARIS cedex 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés.

- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 19 du CCAG/FCS.

L'article 12 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 16 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

Fait à ...Paris....., le
En un exemplaire original
Signature et cachet du TITULAIRE